



Exécution du budget programme 2012-2013 : mise à jour

Rapport du Secrétariat

1. En mai 2011, la Soixante-Quatrième Assemblée mondiale de la Santé a adopté la résolution WHA64.3, portant ouverture de crédits pour l'exercice 2012-2013, et a pris acte d'un budget effectif total de US \$3,959 milliards, présenté en trois segments : Programmes de base (US \$2,627 milliards) ; Programmes spéciaux et dispositifs de collaboration (US \$863 millions) ; et Interventions en cas d'épidémies ou de crises (US \$469 millions). Ce budget devait être financé par les contributions fixées, les contributions volontaires et les fonds reportés de l'exercice 2010-2011.

FINANCEMENT DU BUDGET PROGRAMME 2012-2013

2. À la fin du troisième trimestre de 2013, les fonds disponibles pour financer tous les segments du budget se montaient à US \$4,103 milliards, si l'on tient compte à la fois des contributions fixées et volontaires, et se répartissaient comme suit :

- recettes perçues en 2010-2011 et prévues pour 2012-2013 : US \$1 milliard ;
- recettes prévues et reportées de l'exercice 2010-2011 : US \$500 millions ; et
- nouvelles recettes perçues pour 2012-2013 : US \$2,603 milliards, comprenant :
 - US \$915 millions au titre des contributions fixées, et
 - US \$1,688 milliard au titre des nouvelles contributions volontaires pour l'exercice.¹

3. Le Tableau 1 compare la situation au 30 septembre 2012 et au 30 septembre 2013. Sont indiqués en gris les objectifs stratégiques pour lesquels le déficit de financement se situe entre 30 % et 50 % ; sont indiqués en noir les objectifs pour lesquels le déficit dépasse 50 % du budget programme approuvé.

¹ De plus, US \$526 millions ont été reçus pour contribuer à l'exécution du budget programme 2014-2015.

4. Par rapport au budget programme 2010-2011, cette analyse confirme un alignement plus étroit entre les projections des recettes et des dépenses. Néanmoins, des déficits subsistent pour divers objectifs stratégiques et grands bureaux, soulignant la persistance des problèmes créés par la part importante des fonds à objet désigné et l'insuffisance des financements flexibles.

5. En 2013, le Groupe spécial de la mobilisation des ressources, créé par le Secrétariat pour remédier aux déficits et coprésidé par le Directeur général adjoint et le Directeur du Bureau régional de l'Europe, a entrepris des efforts de mobilisation des ressources coordonnés dans l'ensemble de l'Organisation, notamment les réunions du dialogue sur le financement auxquelles ont participé les principaux contributeurs, organisées en juin et en novembre 2013. Ces efforts seront davantage soutenus avec l'introduction d'une politique améliorée de gestion des ressources.

Tableau 1. Indication des déficits de financement dans tous les segments, par grand bureau et objectif stratégique, budget programme 2012-2013

Situation au 30 septembre 2012 :

Objectif stratégique	Région africaine	Région des Amériques	Région de la Méditerranée orientale	Région européenne	Région de l'Asie du Sud-Est	Région du Pacifique occidental	Siège	Total
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12								
13								

Situation au 30 septembre 2013 :

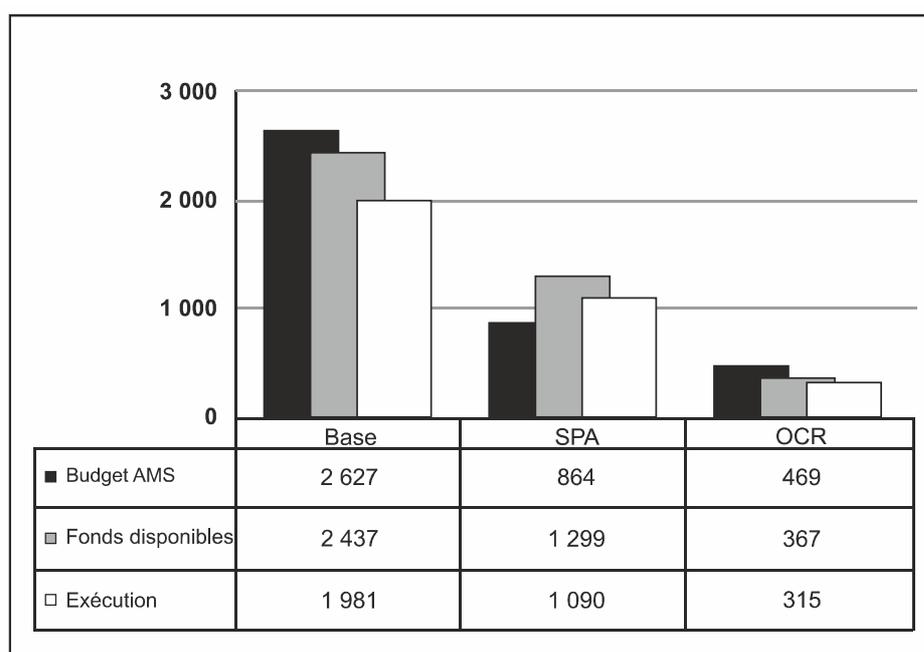
Objectif stratégique	Région africaine	Région des Amériques	Région de la Méditerranée orientale	Région européenne	Région de l'Asie du Sud-Est	Région du Pacifique occidental	Siège	Total
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12								
13								

EXÉCUTION DU BUDGET PROGRAMME 2012-2013

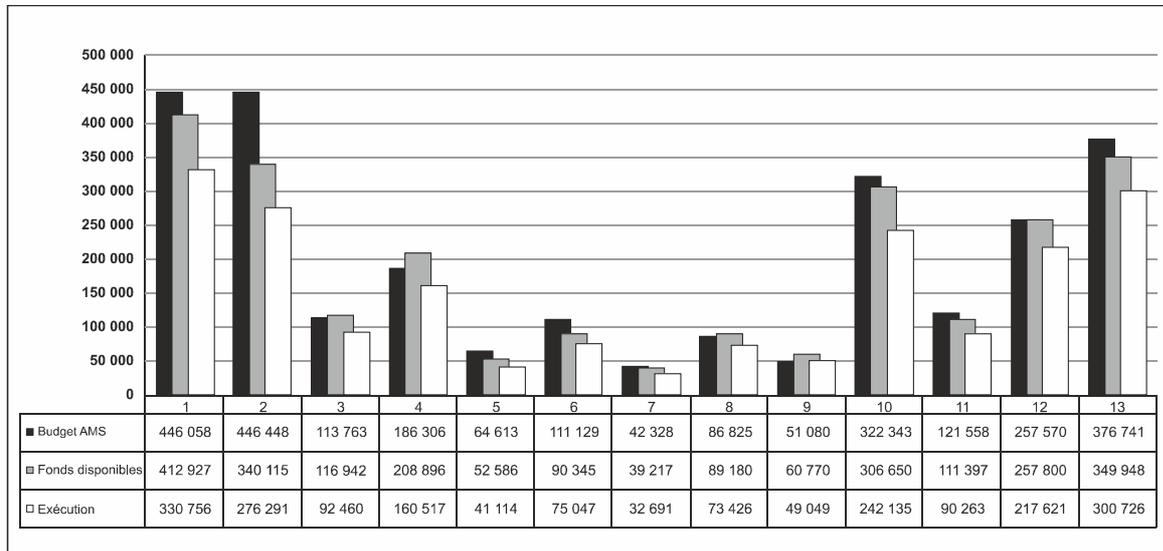
6. L'exécution au 30 septembre 2013 s'élevait à US \$3,386 milliards, soit 86 % du budget programme approuvé (pour tous les segments). Les dépenses se répartissent dans les grandes catégories suivantes : dépenses de personnel (estimées à 45 % du total) ; services contractuels (17 %) ; transferts et subventions à d'autres entités (13 %) ; dépenses de fonctionnement générales (11 %) ; voyages (8 %), fournitures, biens et matériels (5 %) ; et équipement, véhicules et mobilier (1 %).

7. Le Tableau 2 donne des détails sur les fonds disponibles et l'exécution par rapport au budget programme approuvé au 30 septembre 2013. Le financement du segment Programmes spéciaux et dispositifs de collaboration (SPA) est souvent influencé par les activités entreprises conjointement avec des partenaires en vue d'atteindre les objectifs de l'OMS, mais il est susceptible d'être soumis à des facteurs échappant au contrôle immédiat de l'Organisation. Le financement au-delà du budget approuvé dans le segment Programmes spéciaux et dispositifs de collaboration est principalement associé à l'éradication de la poliomyélite dans le cadre de l'objectif stratégique 1. Le financement et l'exécution du segment Interventions en cas d'épidémies ou de crises (OCR) se fonde principalement sur les situations d'urgence et les flambées épidémiques.

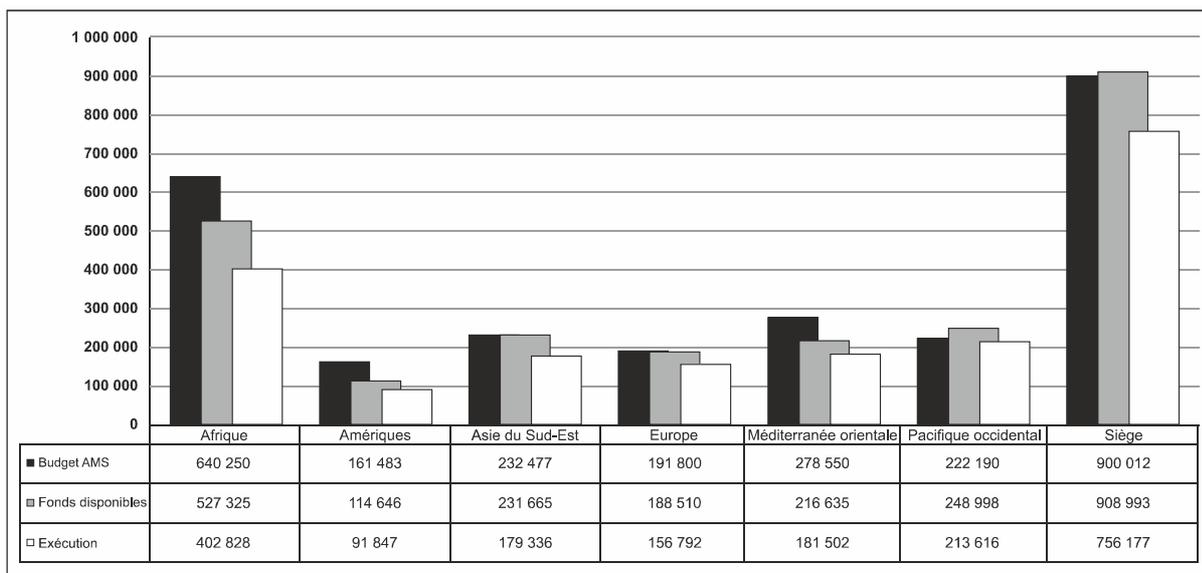
Tableau 2. Budget programme mondial par segment (en US \$ millions)



8. Le Tableau 3 montre le segment Programmes de base du budget programme par objectif stratégique au 30 septembre 2013. La moyenne des fonds disponibles pour tous les objectifs stratégiques était de 95 %. Le financement des objectifs stratégiques allait de 76 % pour l'objectif stratégique 2 à 119 % pour l'objectif stratégique 9. Le taux d'exécution moyen par rapport au budget programme pour le segment Programmes de base était de 75 % pour tous les objectifs stratégiques. Les taux d'exécution allaient de 62 % pour l'objectif stratégique 2 à 96 % pour l'objectif stratégique 9, cette variation étant principalement due au décalage continu entre dépenses et fonds disponibles.

Tableau 3. Programmes de base mondiaux par objectif stratégique (en US \$ milliers)

9. Le Tableau 4 décrit les programmes de base par grand bureau. Le niveau moyen des fonds disponibles pour tous les bureaux était de 92 %, allant de 71 % pour le Bureau régional des Amériques à 112 % pour le Bureau régional du Pacifique occidental. Le taux d'exécution moyen par rapport au budget programme pour le segment Programmes de base était de 75 % pour l'ensemble des bureaux. Les taux d'exécution allaient de 57 % dans la Région des Amériques à 96 % dans la Région du Pacifique occidental, cette variation étant principalement attribuable à la disponibilité des fonds.

Tableau 4. Programmes de base mondiaux par grand bureau (en US \$ milliers)

10. L'analyse fait ressortir un certain nombre de points :

- la confirmation d'un budget mondial plus réaliste pour 2012-2013, en étroite correspondance avec les projections des recettes et des dépenses ;
- l'obtention du plein financement du budget programme 2012-2013 ;
- la légère sous-exécution par rapport au budget programme 2012-2013 à la fin du troisième trimestre 2013, pouvant s'expliquer par :
 - la poursuite, au cours de l'exercice actuel, des mesures d'économie introduites en 2010-2011, ce qui a entraîné une nouvelle baisse des charges liées aux traitements ;
 - de nouvelles économies produites par d'autres mesures d'efficacité ; et
 - les dépenses prudentes effectuées par les responsables dans le climat financier actuel ;
- une accélération de la mise en œuvre des activités au cours de la deuxième année de l'exercice ;
- malgré un budget général pleinement financé, le manque d'alignement continu entre dépenses et fonds disponibles dans l'ensemble de l'Organisation, lié aux fonds à objet désigné, a entraîné des variations du financement au sein des catégories et des bureaux (par exemple des ressources et une exécution plus faibles que prévues au budget pour le Bureau régional de l'Afrique, comme le montre le Tableau 4, et une exécution plus faible pour l'objectif stratégique 2, comme le montre le Tableau 3). Les mesures prises pour remédier à ce décalage, dont la création du Groupe spécial de la mobilisation des ressources et son travail de suivi, devront être renforcées tout au long de l'année 2014 et au-delà.

11. Une analyse plus détaillée de l'exécution du budget programme 2012-2013 et une mise à jour des mesures proposées et exécutées dans le cadre de la composante gestionnaire du programme de réforme, ainsi qu'une analyse des états financiers vérifiés pour l'exercice 2012-2013 seront présentées au Comité du Programme, du Budget et de l'Administration du Conseil exécutif à sa vingtième réunion en mai 2014.

MESURES À PRENDRE PAR LE COMITÉ DU PROGRAMME, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION

12. Le Comité est invité à prendre note du rapport.

= = =